



# La politique belge contre la faim ? Propositions de la coalition contre la Faim face à la crise alimentaire

**Mots clés:** agriculture familiale, crise alimentaire, sécurité alimentaire, changement climat, organisations paysannes

**Journée mondiale de l'alimentation : 16 octobre 2009**



**Auteur(s):** Secrétariat de la journée mondiale de l'alimentation

**Date de publication:** Avril, mai 2012

**Catégorie(s):** Politique agricole, planification, décentralisation, recherche scientifique • Dynamique paysanne • Organisation des producteurs agricoles, CONAPAC paysans, FEC

**Province(s):** Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province Orientale • Nord-Kivu • Sud-Kivu • Maniema • Katanga • Kasai-Oriental • Kasai-Occidental • Bas-Congo

**Partenaire(s):** 11.11.11. Koepel van Vlaamse Noord-Zuidbeweging • ADG-Développement • Boerenbond • Broederlijk Delen • Caritas International-Belgique • CDI-Bwamanda • CNCD-11.11.11 • Collectif Stratégies Alimentaires • Entraide et Fraternité • FIAN • Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs - FUGEA • Fédération wallonne de l'agriculture - FWA • Le Monde selon les Femmes • Oxfam • SOS Faim • Trias • Vredeseilanden

**Nombre de pages:** 3

**Identification:** F-EPCJ-E2-P1-S1.6-1



**Qu'est-ce qu'un MIC, quels sont les défis à relever et les priorités? Exemples de l'Inde et du Brésil.**

## 1. Crise alimentaire

La crise alimentaire récente s'est accompagnée d'autres crises: économique, financière, énergétique, climatique, de ressources naturelles. Même si les prix agricoles sur les marchés internationaux ont fortement diminué, malgré les nombreuses déclarations, la faim dans le monde a atteint des niveaux incomparables: plus d'un milliard de personnes souffrent de faim chronique.

Le constat est amer: les causes profondes sont restées sans réponses. Quand les prix à la ferme sont très bas, des centaines de millions de petits producteurs, vendeurs de produits agricoles, sont trop appauvris pour manger à leur faim; quand ils sont vendus à des prix très hauts aux ménages, ce sont des centaines de millions de consommateurs,

acheteurs pauvres, qui ont faim à leur tour, au premier rang desquels les paysans pauvres, les travailleurs agricoles, les chômeurs et les salariés mal payés. Cette volatilité entraîne une activité spéculative accrue sur les marchés agricoles.

Par ailleurs, l'accès aux ressources naturelles devient source de conflits croissants. Malgré leur rôle fondamental dans la production vivrière, les femmes bénéficient encore trop peu souvent des droits nécessaires en termes d'accès et surtout de contrôle de ces ressources.

L'enjeu du changement climatique est énorme étant donné l'extrême vulnérabilité de l'agriculture à ces changements: son impact global sur la production agricole renforce l'insécurité alimentaire, en particulier pour les personnes les plus vulnérables. Et l'accaparement des terres fertiles de nombreux pays pauvres par

des pays pétroliers, des fonds financiers et d'autres ne fait qu'accentuer les inégalités face au droit à l'alimentation tout en démontrant une perte de confiance dans le fonctionnement du marché agricole mondial.

Malgré tout, une volonté politique se dégage pour remettre l'agriculture au centre du développement et de la lutte contre la pauvreté. Celle-ci doit se traduire par des engagements à long terme.

Enjeux:

- Développer des politiques agricoles et alimentaires fortes et adéquates, impliquant la participation des acteurs concernés, en premier lieu les organisations de paysans et paysannes.
- Renforcer l'espace politique des États pour réguler les marchés afin de garantir le droit à l'alimentation et des prix rémunérateurs

et stables pour les producteurs dans un contexte de forte volatilité et de défis climatiques.

- Reconnaître les multiples fonctions de l'agriculture (sécurité alimentaire, emploi, développement rural, gestion des ressources naturelles), en favorisant les agricultures familiales et paysannes durables.
- Garantir l'accès et le contrôle équitable aux ressources naturelles (terre, eau, biodiversité...) et autres ressources productives (connaissances, crédit, infrastructures...) aux femmes et aux hommes qui les utilisent.
- Rééquilibrer les rapports de force entre acteurs des chaînes agroalimentaires, en renforçant le pouvoir de marché des producteurs par rapport à l'industrie agroalimentaire et la grande distribution, afin de garantir que des conditions d'approvisionnement respectueuses des besoins, attentes et intérêts légitimes de tous les acteurs.

Les politiques agricoles, commerciales et de coopération n'ont pas réussi à relever les défis du droit à l'alimentation, d'éradiquer la pauvreté rurale, de stabiliser les marchés, de promouvoir les investissements nécessaires à l'agriculture, de gérer les ressources naturelles de manière durable, d'assurer l'égalité entre femmes et hommes. À cela viennent s'ajouter de nouveaux enjeux, celui du changement climatique, de la crise économique, énergétique, financière ou d'une pression croissante sur l'utilisation des ressources naturelles...

Étant donné que l'agriculture durable répond à des fonctions essentielles de sécurité alimentaire, d'emploi rural, de préservation de l'environnement, de réduction de la pauvreté ou de lutte contre le réchauffement climatique, il est indispensable de reconnaître que l'agriculture reste un secteur d'exception qui ne peut être régulé par les seules règles de marché et doit être accompagné par des politiques agricoles et alimentaires fortes.

L'agriculture reste le secteur principal pouvant assurer l'éradication de la pauvreté dans de nombreux pays en développement.

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à un accès régulier, permanent et libre à une alimentation adéquate et suffisante, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement ainsi que leur droit à définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles, sans que celles-ci portent préjudices aux droits des autres peuples.

## 2. La présidence belge de l'Union Européenne : défendre l'agriculture familiale durable et renforcer la cohérence des politiques

La présidence belge de l'UE donnera une occasion unique pour peser sur les orientations des politiques européennes. La Belgique devrait peser de tout son poids pour défendre l'agriculture familiale durable et renforcer la cohérence des politiques européennes.

### Investir dans une agriculture familiale durable

- Inciter les autres États membres de l'Union Européenne à allouer une part plus importante des budgets de la coopération à l'agriculture familiale durable.
- Priorité à la production alimentaire locale et régionale, basée sur des systèmes de production familiaux, diversifiés et agro-écologiques.
- Investir dans le développement économique local, la création d'emplois ruraux, la gestion durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique, le maintien de la fertilité des sols...
- Soutenir et renforcer les droits des femmes dans le but de lutter contre la féminisation de la pauvreté en milieu rural.
- Œuvrer pour un accès équitable aux moyens de production par l'appui aux programmes de réforme agraire, d'irrigation, de crédit rural, de technologies appropriées.
- Impliquer les organisations de paysannes et paysans dans la gestion de ceux-ci.
- Soutenir les programmes d'infrastructures rurales (routes, écoles, dispensaires, électrification...), d'accès des producteurs et productrices aux informations (sur les marchés, les technologies, les négociations commerciales, les politiques agricoles, les normes sanitaires...), aux moyens de transformation et de commercialisation.

### La cohérence pour des politiques agricoles et commerciales équitables et solidaires

- S'assurer que la souveraineté alimentaire de populations et des États ne peut être mis à mal ni par les politiques commerciales imposant une libéralisation des marchés agricoles, ni par les politiques

énergétiques, les politiques contribuant au réchauffement climatique, les politiques financières, de change et d'investissement pouvant accentuer l'état de dettes de pays en développement.

- S'assurer de la cohérence des différentes politiques (politiques agricoles, commerciales, de coopération, politique énergétique, politiques d'investissements, recherche agricole...) en regard des principes de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation, tel comme défini dans les Directives Volontaires de la FAO pour le droit à l'alimentation adéquate.
- Favoriser l'instauration au niveau européen de procédures obligatoires d'évaluation indépendantes des impacts des politiques du Nord sur l'agriculture familiale durable dans les pays en développement, et le cas échéant corriger leurs effets négatifs, en concertation avec les acteurs concernés; ces études doivent être en mesure d'intégrer la dimension spécifique des rapports de genre.
- Favoriser des politiques agricoles et commerciales équitables et solidaires en permettant la protection des marchés contre les importations alimentaires à bas prix grâce par exemple par le contingentement des importations ou par l'imposition de droits de douane variables.

## 3. La politique belge contre la faim : Les organisations paysannes au centre de la note stratégique

La Belgique a décidé de renforcer l'aide à l'agriculture par une augmentation significative et additionnelle des moyens de la coopération. Cette aide sera affectée aux priorités définies dans la nouvelle note stratégique relative à l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Les **priorités** de la nouvelle stratégie doivent inclure :

- La reconnaissance du rôle et des responsabilités des organisations de paysannes et paysans comme acteurs de concertation avec les autorités et les autres acteurs concernés dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des programmes.
- Le renforcement de leurs capacités afin qu'elles puissent pleinement assumer leurs rôles et responsabilités en toute légitimité,

et ce en tenant compte du rôle prépondérant des femmes dans l'agriculture familiale. Cet appui doit s'inscrire sur le long terme pour pouvoir investir dans le capital humain de ces organisations.

- L'appui à des modèles d'agriculture familiale durable
- La mise en œuvre de la cohérence des politiques belges, européennes et des pays en développement pour promouvoir le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire des pays en développement.

**Ce texte est approuvé par :**

*11.11.11. Koepel van Vlaamse Noord-Zuidbeweging • ADG-Développement • Boerenbond • Broederlijk Delen, Caritas International-Belgique • CDI-Bwamanda, CNCD-11.11.11 • Collectif Stratégies Alimentaires • Entraide et Fraternité • FIAN • Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs - FUGEA • Fédération wallonne de l'agriculture - FWA • Le Monde selon les Femmes • Oxfam-Magasins du Monde • Oxfam-Solidarité • Oxfam Wereldwinkels • SOS Faim • Trias • Vredeseilanden.*